

L'ACCÈS À LA JUSTICE POUR LES ENFANTS EN CONFLIT AVEC LA LOI AU MAROC

Un meilleur accès à la justice pour les personnes vulnérables



ÉLABORÉ PAR :

ZMC

ZA'THINK TANK FOR MANAGEMENT AND CONSULTANCY

مكتب فكر مأمود للدراسات والاستشارات

— EST. 2022 - MOROCCO —

Novembre 2025

RAPPORT FINAL

Programme de coopération NEAR-TS/2022/440710. Étude réalisée par **ZA'THINK for Management & Consultancy (ZATMAC)**, sous la coordination de **Progettomondo**. Projet mis en œuvre par Progettomondo et l'Association **Adala** pour le droit à un procès équitable, en partenariat avec la **Délégation Générale à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion (DGAPR)**, la Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales Souissi — Université Mohammed V de Rabat, et l'Université Sultan Moulay Slimane de Béni Mellal.

CRÉDITS & REMERCIEMENTS

RÉALISATION

ZA'THINK for Management & Consultancy — ZATMAC (ZMC)

Sous la coordination de Progettomondo

ÉQUIPE DE RECHERCHE

Zouhir Adaoui

Directeur de ZA'THINK TANK For Management and Consultancy - Doctorant chercheur en sociologie, Laboratoire « Hommes, Valeurs et Sociétés », FSHS de Kénitra - Rabat.

Dr Driss El Ghazouani

Sociologue - Faculté des sciences de l'Éducation de Rabat, Université Mohammed V de Rabat - Maroc.

Dr Mostafa Ouessrar

Psychologue - Faculté des sciences de l'Éducation de Rabat, Université Mohammed V de Rabat - Maroc.

APPUI À LA RECHERCHE

Doctorantes chercheuses de l'équipe « Politiques, Éducatives et Dynamiques Sociales » (PEDS), Université Mohammed V de Rabat.

PARTENAIRES

Progettomondo - Association ADALA pour le droit à un procès équitable

En partenariat avec la DGAPR, la FSJES Souissi de Rabat — Université Mohammed V de Rabat et l'Université Sultan Moulay Slimane de Béni Mellal.

Étude réalisée dans le cadre du projet « Justement — Un meilleur accès à la justice pour les personnes vulnérables » (programme de coopération NEAR-TS/2022/440710), cofinancé par l'Union européenne. Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle de l'Union européenne.

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE

	INTRODUCTION GÉNÉRALE	1
1	Contexte international	2
2	Contexte marocain	2
3	Justificatif	3
4	Objectifs de l'étude	4
5	Portée de l'étude	4
I	LE CADRE NORMATIF INTERNATIONAL DE LA PROTECTION DES MINEURS EN CONFLIT AVEC LA LOI	5
1	Les standards internationaux	6
2	Les prérogatives et garanties au stade du procès	10
3	La privation de liberté et les conditions de détention	12
4	Les alternatives aux procédures judiciaires	14
5	L'accès effectif à la justice et l'assistance juridique : approfondissement	15
II	L'ÉTAT DES LIEUX AU REGARD DE LA LÉGISLATION NATIONALE MAROCAINE EN VIGUEUR	17
1	Le fondement constitutionnel de la justice des mineurs	18
2	Les engagements internationaux pertinents pour la justice des mineurs	18
3	Le cadre légal national applicable aux mineurs en conflit avec la loi	19
4	Le régime juridique applicable aux mineurs : responsabilité pénale, tranches d'âge et garanties procédurales	20
5	Les mesures éducatives et les alternatives aux poursuites ou à la privation de liberté	21
6	Les alternatives à la détention dans le système marocain de justice pour mineurs	22

III	LES MÉCANISMES DE PROTECTION ET D'ACCÈS À LA JUSTICE DISPONIBLES POUR LES MINEURS EN CONFLIT AVEC LA LOI AU MAROC	24
1	Les institutions judiciaires	25
2	Les institutions administratives	26
3	Les institutions sociales et de protection	27
4	Les acteurs non étatiques	27
5	Conclusion	28
IV	DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE	29
1	Design général de la recherche	30
2	Phase 1 – Analyse documentaire	30
3	Phase 2 – Collecte des données qualitatives	30
4	Sélection des sites et des participants	31
5	Limites méthodologiques	31
6	Présentation des participants	32
V	RÉSULTATS ET ANALYSE	33
1	Contexte familial et vulnérabilité sociale	34
2	Expérience de l'arrestation et rapport subjectif à la justice	37
3	Expérience carcérale : entre coercition et recherche de protection	38
4	Rapport à la justice : incompréhension, sentiment d'injustice et résignation	39
5	Consommation de substances et comportements à risque	41
6	Perspectives de réinsertion : entre désir de changement et fatalisme	42
	CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	45
1	Synthèse des principaux constats	46
2	Enseignements tirés de l'analyse juridique et statistique	47
3	Enseignements tirés de l'enquête auprès des mineurs et des acteurs	47
4	Défis transversaux de la justice juvénile	48
5	Recommandations	49
6	Conclusion générale	50
	RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	51

INSTRUMENTS JURIDIQUES INTERNATIONAUX

CONVENTIONS ET RÉOLUTIONS DE L'ONU

- Organisation des Nations Unies. (1989). Convention relative aux droits de l'enfant. Résolution 44/25 de l'Assemblée générale, 20 novembre 1989. <https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/convention-rights-child>
- Organisation des Nations Unies. (1985). Ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (Règles de Beijing). Résolution 40/33 de l'Assemblée générale, 29 novembre 1985. <https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/united-nations-standard-minimum-rules-administration-juvenile>
- Organisation des Nations Unies. (1990). Règles minima des Nations Unies pour l'élaboration de mesures non privatives de liberté (Règles de Tokyo). Résolution 45/110 de l'Assemblée générale, 14 décembre 1990. <https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/united-nations-standard-minimum-rules-non-custodial-measures>
- Organisation des Nations Unies. (1990). Principes directeurs des Nations Unies pour la prévention de la délinquance juvénile (Principes de Riyad). Résolution 45/112 de l'Assemblée générale, 14 décembre 1990. <https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/united-nations-guidelines-prevention-juvenile-delinquency-riyadh>
- Organisation des Nations Unies. (1990). Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté (Règles de La Havane). Résolution 45/113 de l'Assemblée générale, 14 décembre 1990. <https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/united-nations-rules-protection-juveniles-deprived-their-liberty>
- Organisation des Nations Unies. (2010). Règles des Nations Unies concernant le traitement des femmes détenues et les mesures non privatives de liberté pour les femmes délinquantes (Règles de Bangkok). Résolution 65/229 de l'Assemblée générale, 21 décembre 2010. https://www.unodc.org/documents/justice-and-prison-reform/compendium/F_Ebook.pdf
- Conseil de l'Europe. (2010). Lignes directrices du Comité des ministres du Conseil de l'Europe sur une justice adaptée aux enfants. Adopté par le Comité des ministres le 17 novembre 2010. <https://rm.coe.int/16804b2cf3>

TEXTES JURIDIQUES NATIONAUX (MAROC)

- Royaume du Maroc. (2011). Constitution du Royaume du Maroc. Dahir n° 1-11-91 du 27 chaabane 1432 (29 juillet 2011). Bulletin Officiel n° 5964 bis du 30 juillet 2011.
- Royaume du Maroc. (2002). Code de procédure pénale. Loi n° 22-01 promulguée par le Dahir n° 1-02-255 du 25 rejab 1423 (3 octobre 2002). Bulletin officiel n° 5078 du 30 janvier 2003.
- Royaume du Maroc. (2004). Code de la famille (Moudawana). Dahir n° 1-04-22 du 12 hija 1424 (3 février 2004). Bulletin officiel n° 5184 du 5 février 2004.
- Royaume du Maroc. (2015). Loi n° 23-13 relative à l'aide juridictionnelle. Dahir n° 1-15-70 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015). Bulletin officiel n° 6344 du 19 mars 2015.
- Royaume du Maroc. (2024). Loi n° 43-22 relative aux peines alternatives. Dahir n° 1-24-29 du 23 Chaabane 1445 (4 mars 2024). Bulletin officiel n° 7289 du 4 avril 2024.

ARTICLES SCIENTIFIQUES

- Najat Bassou et Abdellatif Kidai, « Délinquance juvénile et justice des mineurs au Maroc : l'écart entre la loi et son application », *Insaniyat / إنسانيات* [En ligne], 83-84 | 2019, mis en ligne le 30 avril 2020, consulté le 25 novembre 2025. URL : <http://journals.openedition.org/insaniyat/20681> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/insaniyat.20681>